



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2842
20 janvier 2023
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Pour les salaires, pour les retraites, la lutte doit s'amplifier!



Retraites

- Retraites, salaires... la lutte de tous les travailleurs 3
- Face à l'offensive générale 3
- Les retraités taxés 4
- Les 1 200 euros, tromperie au salaire minimum 4
- Le RN avec le grand patronat 4
- Les gadgets et les mensonges de Borne 5
- Pénibilité : vieilles ficelles pour masquer les vraies attaques 5
- Sacrifier les retraites à la finance 5
- Après le 19 janvier, la mobilisation nécessaire 6
- En Rhône-Alpes, à Marseille 6
- SNCF, RATP, Chantier de Saint-Nazaire 7

Leur société

- Ehpad : les profits d'abord 11
- Uniforme : cachez ces inégalités que je ne saurais voir 11
- Nanoparticules : mégafraudes et nanocontrôles 12
- Bernard Arnault : Dynastie saison 3 12
- Chauffage, le racket organisé 12
- Decathlon : à fond les profits 12
- Consommation : les voleurs volent en groupe 13
- Panier anti-inflation : le dernier gadget du gouvernement 13
- Livret A : A...spiration de l'épargne populaire 13

Dans le monde

- Ukraine-Russie : des peuples pris en otage 8
- Un tank peut en cacher beaucoup d'autres 8
- Pérou : mobilisation populaire malgré la répression 9
- Madagascar : Rio Tinto empoisonne la terre et les eaux 9
- Rapport d'Oxfam : les inégalités et d'où elles viennent 9
- USA-Japon-Chine : le Pacifique, l'autre poudrière 10
- Grèce : le procès de la solidarité 10
- Trusts pétroliers : bénéfices record 10
- ExxonMobil : des années de mensonges et de profits 16
- Pakistan de l'inondation à la désolation 16
- COP 28 : triste farce 16

Dans les entreprises

- LCL 14
- Caterpillar Grenoble/Échirolles 14
- Pont-de-Claix et Jarrie : pollution à la dioxine 14
- RATP 14
- Bolloré Logistics - Rouen 14
- Fouré Lagadec - Le Havre 15
- Airbus Atlantic - Nantes 15

Lutte ouvrière

- Notre camarade Patrick Lamiabie 11
- Des candidats aux élections législatives partielles 11

Pour les salaires, pour les retraites, la lutte doit s'amplifier !

Cela devait mettre les travailleurs KO. Eh bien, l'annonce de la retraite à 64 ans a eu l'effet inverse : des millions de travailleurs sont en colère contre cette nouvelle attaque. On l'a vu dans tout le pays le 19 janvier où, dans les grandes villes comme dans les petites, le nombre de manifestants a été exceptionnel, dépassant souvent de loin celui des mouvements précédents. Le nombre de grévistes aussi a été exceptionnel dans bien des entreprises.

Il fallait en effet être le plus nombreux possible à dire notre opposition à ce nouveau coup. Dès qu'il s'agit des besoins des travailleurs, on nous explique qu'il n'y a plus d'argent. Il n'y a pas d'argent pour les salaires. Il n'y a pas d'argent pour les hôpitaux. Il n'y a pas d'argent pour l'école ni pour les transports en commun... Et maintenant il en manquerait pour les retraites. Le gouvernement et le patronat se moquent de nous !

Pour traverser la crise sanitaire, Macron et Le Maire, son trésorier en chef, ont trouvé plus de 200 milliards d'euros. Pour assurer la fameuse compétitivité des entreprises, chaque année, ils leur font cadeau de 160 milliards d'exonérations. Le dernier plan de relance prévoit de mettre 100 milliards sur la table en deux ans... Bref, profits et aides de l'État, l'argent coule à flots pour la grande bourgeoisie. Et pour un déficit des retraites qui oscillerait entre 10 et 15 milliards annuels, il n'y aurait pas de solution ?

Le problème du financement des retraites n'est pas une question démographique. Est-il gravé dans le marbre que les retraites doivent être payées par les actifs, c'est-à-dire par les travailleurs ? Pourquoi ne pas puiser dans les profits et dividendes toujours astronomiques ? Ce serait cela, la véritable justice.

Notre labeur et notre sueur assurent des fortunes à la bourgeoisie. Ils garantissent le train de vie de familles entières de privilégiés et de leurs rejetons pendant des générations. Eux disposent de tout cet argent du berceau au tombeau et ils n'ont pas de problème de retraite. La moindre des choses est que ces richesses servent aussi à assurer un repos mérité aux travailleurs qui les ont produites.

Le problème de financement des retraites, c'est que la grande bourgeoisie ne veut pas payer. Dans la plupart des entreprises, le patronat a même refusé d'augmenter le salaire de base à la hauteur de l'inflation !

Les bourgeois déboursent des dizaines de millions pour s'acheter des jets, des yachts et des

palaces. Mais mettre de l'argent pour assurer les vieux jours des travailleurs qu'ils ont exploités, c'est non. Tant qu'ils pourront écraser la condition ouvrière, intensifier l'exploitation et supprimer des droits à la population laborieuse, ils le feront.

Beaucoup de travailleurs n'auront pas la force de travailler jusqu'à 64 ans ou ne pourront pas cotiser 43 annuités. Ils n'auront donc pas une retraite pleine. Macron et ses sous-fifres le savent. Comme ils savent que l'âge de 64 ans correspond à l'espérance de vie en bonne santé et que 30% des plus pauvres sont déjà morts à cet âge-là.

Mais ils n'ont aucun scrupule. Ils repartent en guerre contre les retraites car c'est une règle dans cette société : il faut que le magot des capitalistes grossisse, toujours et encore. Le maximum d'argent doit aller aux plus gros, aux plus riches, aux actionnaires, à la grande bourgeoisie, même si une bonne partie atterrit dans la spéculation.

Pour intimider ceux qui s'apprentent à se mobiliser, ministres et patronat dénoncent les blocages et la pagaille qui pourraient en découler. Comme s'ils n'étaient pas, eux-mêmes, à l'origine d'un chaos grandissant en laissant les mains libres aux affairistes et aux spéculateurs !

Alors, il faut se lever en nombre contre cette nouvelle attaque et engager le bras de fer ensemble, le privé avec le public, les travailleurs les plus jeunes avec les plus âgés.

Certains, des jeunes en particulier, se disent que la planète aura brûlé ou que la guerre la ravagera avant qu'ils ne partent à la retraite. Il est vrai que des crises et des dangers plus graves encore nous menacent. Mais c'est aussi en s'opposant pied à pied à chacune des attaques et des injustices que les travailleurs retrouveront la force de contester l'ensemble de cet ordre social.

La bataille qui s'engage nécessitera plus d'une journée de mobilisation. Pour l'emporter, ce doit être un mouvement massif qui frappe les capitalistes au portefeuille et leur fasse craindre un embrasement général. Pour l'heure, toutes les organisations syndicales sont unies. Mais nous ne pouvons pas nous en remettre aveuglément à elles.

Pour se développer, la mobilisation doit être propagée et contrôlée par les travailleurs de la base. Le succès de cette première journée ne doit être qu'une première étape. Si nous, travailleurs, réussissons à mobiliser toutes nos forces, nous forcerons Macron et le patronat à reculer.

Nathalie Arthaud



À Boulogne-sur-mer, le 19 janvier.

À nos lecteurs

La parution de notre hebdomadaire n° 2842 datée du 20 janvier a été retardée de 24 heures. Nos camarades et tous nos lecteurs habitués à pouvoir disposer du journal dès le jeudi auront donc dû attendre un jour de plus. Nous sommes sûrs qu'ils le comprendront puisque la raison en est que les travailleurs de l'entreprise Paris Offset Print de La Courneuve, qui impriment Lutte ouvrière, participaient à la grève du jeudi 19 janvier.

Lutte ouvrière en est bien sûr entièrement solidaire, et vive la grève !

Retraites, salaires... une lutte qui doit être celle de tous les travailleurs

Depuis des mois, des grèves ou des débrayages ont eu lieu dans de nombreuses entreprises pour des augmentations de salaire. Le mouvement contre la réforme des retraites pourrait unir les travailleurs à une autre échelle dans leur combat contre le grand patronat et le gouvernement.

Les attaques contre les travailleurs s'accumulent. Dans les entreprises, les conditions de travail se sont dégradées. La réforme de l'assurance chômage a réduit la durée d'indemnisation, l'inflation appauvrit de semaine en semaine tous ceux qui vivent de leur salaire ou d'une pension.

Depuis le mois de septembre dernier, on a assisté à des grèves à Carrefour,

Dassault, PSA-Stellantis, GRDF, dans les aéroports... pour diverses revendications mais surtout pour des augmentations de salaire. Et puis, au mois d'octobre, il y a eu le mouvement dans les raffineries. Même si ce mouvement n'a impliqué que quelques milliers de travailleurs, il a paralysé une partie du pays et n'en a pas moins eu le soutien de la majorité de la population

ouvrière. Et il a mis au cœur du débat la nécessité d'augmenter les salaires.

Avec son projet de réforme des retraites, le gouvernement attaque de front l'ensemble des travailleurs au sens large. Ouvriers comme employés, techniciens ou ingénieurs, tout le monde est visé et tout le monde se sent visé. La propagande matraquée par les médias et le gouvernement pour justifier la réforme n'y fait rien : celle-ci est vomie par la large majorité. Les confédérations syndicales ont donc senti qu'elles devaient organiser une journée de grève générale le



19 janvier, dans laquelle l'ensemble de la classe ouvrière serait appelée à se mobiliser pour un objectif commun.

Cette journée réussie montre la direction dans laquelle il faut aller : un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière, profond et déterminé. La réforme des retraites n'est qu'une des attaques auxquelles les travailleurs ont à faire face. Mais un mouvement général de la classe ouvrière,

entraînant tous les secteurs du monde du travail, et réussissant à mettre en place sa propre direction indépendante de celle des directions syndicales, serait une force considérable. Elle sera nécessaire pour faire reculer le grand patronat et le gouvernement sur les retraites, les salaires et tous les autres objectifs qu'un tel mouvement pourrait se donner.

Pierre Royan

Face à l'offensive générale du patronat et du gouvernement

La réforme des retraites, dans la version Macron-Borne 2023, n'est pas seulement la continuation d'une politique poursuivie depuis 1993, elle est un élément de l'offensive générale poursuivie, elle aussi de façon continue, contre la classe travailleuse.

Cette politique est à l'œuvre sous d'autres noms et d'autres modalités partout dans le monde. Elle s'est traduite par la mise en chômage permanent d'une fraction de la classe ouvrière, par la précarisation d'une autre et par les bas salaires pour tous. Les États y ont ajouté la baisse continue des budgets sociaux, l'abandon des services publics et des infrastructures, les attaques contre les retraites et la remise en cause des indemnités de chômage. Elle prend des formes encore plus brutales dans les pays pillés par l'impérialisme, qu'ils soient ravagés par la faillite, la guerre, la famine ou les trois à la fois.

Ces attaques multiformes ne cesseront pas d'elles-mêmes ou sous l'effet de

quelque miracle politique car elles correspondent aux besoins vitaux du grand capital. Ce dernier, véritable et unique maître de la société, a besoin d'exploiter de plus en plus durement la classe travailleuse, il ne peut subsister sans lui extorquer ses économies dans les quelques pays où elle avait pu en faire. Les bourgeoisies les plus puissantes et leurs États respectifs se préparent même manifestement à aller plus loin encore en militarisant la société, en augmentant les crédits de guerre, en se donnant les moyens d'aller chercher leurs profits à coups de canons. La guerre d'Ukraine et les multiples conflits qui ensanglantent le monde comme la multiplication des catastrophes climatiques préfigurent ce que

peut devenir une planète dominée par les capitalistes.

Derrière la question des retraites, il y a donc celle de l'ensemble des attaques menées contre les travailleurs et, au-delà, celle du capitalisme, un système qu'il faut renverser dès que possible. Il reste que la classe ouvrière ne peut choisir ni le moment ni le terrain sur lequel elle a à combattre. Si le gouvernement et le grand patronat mènent l'attaque sur les retraites, il faut répondre sur ce terrain. D'abord parce qu'il n'y a aucune raison que les travailleurs salariés, la seule classe productive de la société, se laissent dépouiller comme au coin d'un bois par des rentiers parasites. Ensuite parce que les travailleurs, légitimement révoltés par cette attaque, peuvent en la combattant, voire en faisant reculer le gouvernement, retrouver confiance en leurs forces. Enfin parce que la question

des retraites est liée à celles des salaires, des emplois, de toute l'organisation sociale.

Alors, si l'épisode actuel n'est qu'un pas de plus dans

l'offensive du capital, il peut devenir un premier pas dans la contre-offensive des travailleurs.

Paul Galois



AGENDA

Les fêtes de Lutte ouvrière

Oissel

Samedi 28 janvier
de 16 heures à minuit

Palais des Congrès
14, avenue Saint-Julien

Saint-Denis

Dimanche 5 février
de 11 heures à 19 heures

Salle de la Légion-d'Honneur
6, rue de la Légion-d'Honneur

Maisons-Alfort

Samedi 18 février
à partir de 18 heures

Salle du Moulin-Brûlé
47, avenue Foch

Cercle Léon Trotsky

Iran : face à une dictature obscurantiste,
élément de l'ordre impérialiste

Samedi 4 février à 15 heures
Grande salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris 5^e - Métro Maubert-Mutualité

Les retraités visés

En décembre 2018, Macron déclarait : « Les retraités constituent une part précieuse de notre nation », quelque peu secoué par la mobilisation des gilets jaunes. Pourtant rien ne dit que les pensions de retraite ne fassent pas, elles aussi, l'objet d'une prochaine attaque ciblée du président et du patronat.

En 2018, une augmentation de la CSG de 1,7 % avait brutalement fait baisser le montant des pensions de retraite. Plus ou moins compensée pour les travailleurs actifs par une baisse des cotisations salariales, cette hausse de CSG avait fait perdre à des couples de retraités plusieurs centaines d'euros sur l'année. Et même lorsque, devant la colère des retraités, le gouvernement avait en partie reculé, annulant cette hausse pour les pensions inférieures à 2 000 euros par mois, l'attaque continuait à produire son effet, le calcul étant fait pour beaucoup sur les revenus du couple.

À présent, le verbiage sur « l'effort dû par chacun » et la « nécessaire solidarité intergénérationnelle » laissent planer l'éventualité d'une nouvelle attaque antiouvrière, qui pourrait viser spécifiquement les travailleurs déjà en retraite. Ainsi, des députés et économistes macronistes ou bien le groupe de réflexion Terra Nova, qui se prétend pourtant progressiste, ont suggéré de ne pas négliger « nos aînés » qui disposeraient d'une « capacité contributive importante ». Autrement dit, il faudrait selon eux ne pas oublier de faire payer les vieux travailleurs !

Mais justement, ils ont



payé et paient encore. Non seulement les pensions de retraite sont fortement écorchées, tout comme les salaires, par l'inflation, mais elles ont fait l'objet de soustractions systématiques sous les coups des gouvernements successifs. Balladur, en 1993, leur a porté un coup décisif en les indexant non plus sur les 10, mais sur les 25 meilleures années, puis en adossant leur revalorisation à l'inflation, calculée selon des critères gouvernementaux, et non à la progression du salaire moyen. Juppé ayant échoué dans ses attaques en 1995,

Fillon les a poursuivies, et la ministre PS Touraine les a encore aggravées.

Cette succession de remises en cause du droit à une retraite correcte explique le constat du COR, le Comité d'orientation des retraites, montrant que le taux de la retraite, comparée au salaire précédent, n'a fait que baisser de génération en génération. Les longues périodes de gel des salaires et du point d'indice pour les employés de l'État ont mécaniquement entraîné elles aussi une baisse des pensions. Les revalorisations annuelles sous-évaluées, et retardées

par Sarkozy, Hollande puis Macron par mesure d'économie, ont fait le reste. Sur quinze ans, quand le smic a augmenté de 31,2 %, les retraites de base comme les retraites complémentaires n'ont crû que de 18,3 %.

Si, pour l'instant, le gouvernement semble se garder prudemment d'une attaque ciblée contre les actuels retraités, ces derniers ont toutes les raisons de participer pleinement à la mobilisation contre les projets néfastes de Macron et du patronat, qu'ils soient exprimés ou en gestation.

Viviane Lafont

Les 1 200 euros, tromperie au salaire minimum

Pour vendre son attaque contre les retraites, Élisabeth Borne se vante d'augmenter les petites retraites. « Pas une retraite en dessous de 1 200 euros, 85 % du smic net, soit une augmentation de 100 euros par mois », dit-elle. Elle va même jusqu'à parler à ce propos d'un « progrès social ».

Cette annonce est une véritable escroquerie car, pour toucher ces 1 200 euros brut il faudra avoir fait une carrière complète, c'est-à-dire avoir cotisé sans interruption pendant 43 ans. Or une grande partie de celles et ceux qui sont éligibles à une toute petite retraite sont justement ceux qui ont eu une carrière hachée, interrompue par des périodes où ils ne cotisaient pas. C'est le cas en particulier des femmes. C'est aussi le résultat du chômage, des bas salaires et des réformes des retraites précédentes. Ils ne toucheront donc pas les fameux 1 200 euros, desquels il faudrait d'ailleurs déduire les cotisations sociales, en l'occurrence la CSG, pour arriver à environ 1120 euros net !

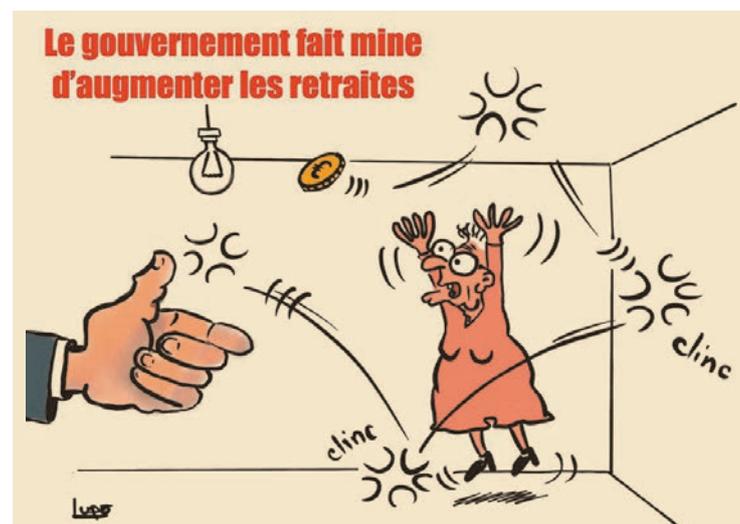
En fait, beaucoup de retraités continueront donc à tenter de joindre les deux bouts comme ils le peuvent avec 900 euros ou moins, à

payer des loyers en hausse, régler des factures de chauffage qui explosent et à se priver lorsqu'ils font leurs courses. Leur nombre ne peut même qu'augmenter avec le fait que les patrons continueront à jeter dehors les travailleurs bien avant 64 ans et que beaucoup d'entre eux seront au RSA à l'âge de la retraite.

Mais même pour ceux qui toucheront ces 1 200, ou plutôt ces 1 120 euros, comment Élisabeth Borne peut-elle oser dire que ces 85 % du smic constituent une « retraite digne » ? Avec 100 % du smic, celles et ceux qui sont en activité n'y arrivent pas et doivent se priver sur tout.

Pour vivre dignement, il faudrait aujourd'hui que le montant minimum de la retraite s'élève à 2 000 euros net mensuels, et qu'il soit revalorisé en fonction de la hausse des prix. C'est une bonne raison de plus d'être en grève et dans la rue.

Daniel Mescla



Le RN avec le grand patronat

Le Pen a déclaré que la loi contre les retraites est une « guerre sociale contre les catégories populaires ». De la part d'un parti qui a défendu des années la retraite à 65 ans, puis abandonné la revendication de la retraite à 60 ans pour tous il y a quelques mois pour plaire au grand patronat, il s'agit bien sûr d'une démagogie de circonstance.

Le Rassemblement national s'oppose d'ailleurs à l'utilisation par les travailleurs de la seule arme à leur disposition pour faire reculer le gouvernement et le patronat : un mouvement de grève large et puissant qui pourrait s'étendre à tous les secteurs du monde du travail, comme cela a été le cas en décembre 1995, ce qui avait contraint le gouvernement de l'époque à jeter sa loi contre les retraites à la poubelle.

Interrogé sur l'appel de la branche pétrole de la CGT à plusieurs journées de grève, le président du RN, Bardella, a ainsi affirmé ne pas être pour les blocages et il a ensuite déclaré : « Le RN n'ira pas dans la rue. » S'il s'est senti obligé d'ajouter qu'il pouvait « comprendre que certains de [ses] électeurs veulent participer à ces manifestations », il sait que la majorité écrasante des travailleurs, y compris ceux qui sont ses propres électeurs, sont contre cette attaque sur

les retraites et soutiennent les grèves. Or il ne veut pas, en les désavouant, risquer de perdre leurs votes.

Mais, en même temps, le RN doit montrer patte blanche aux capitalistes, s'il veut gérer un jour leurs affaires. C'est pourquoi son opposition cible uniquement Macron et se limite d'avance au terrain de la guéguerre parlementaire. Pour ce qui est des retraites, le RN comme tous les autres partis de gouvernement, fera l'inverse de ce qu'il dit dans l'opposition s'il arrive au pouvoir.

Le RN se targue souvent d'être le premier parti ouvrier de France mais, comme tous les autres partis servant le grand capital, il craint par-dessus tout que les travailleurs se battent eux-mêmes pour leurs intérêts. Les ouvriers, il les veut résignés et se contentant de mettre un bulletin de vote RN dans l'urne.

Arnaud Louvet

Les gadgets et mensonges de Borne

« **Mon objectif, c'est que les salariés n'arrivent pas cassés à la retraite** », a déclaré la Première ministre, **Élisabeth Borne, samedi 14 janvier sur France Inter. Mais ce n'est pas facile d'en convaincre les travailleurs quand on propose une réforme repoussant de deux ans l'âge de départ à la retraite !**

« *Nous allons créer un fonds de prévention de l'usure professionnelle doté d'un milliard d'euros* », a déclaré Borne. La somme élevée annoncée est faite pour frapper les esprits. Mais aucun détail de plus n'a été donné sur ce fonds, qui reste bien mystérieux. Alors que le gouvernement ne cesse de limiter, voire de diminuer, toutes les

dépenses qui peuvent bénéficier aux classes populaires, dans la santé, l'éducation, le logement et les transports, on n'a aucune raison de croire sérieusement qu'il va consacrer un milliard d'euros à améliorer les conditions de travail des salariés.

Autre mesure annoncée, une visite médicale sera obligatoire à 61 ans pour

les salariés qui exercent des métiers pénibles. « *Désormais, grâce à un avis médical, il sera possible de partir plus tôt* », a assuré Véran, le porte-parole du gouvernement. Comment une telle mesure pourrait-elle s'appliquer alors que les entreprises, parfois même les plus grandes, sont devenues de véritables déserts médicaux, sans médecin du travail, ni même infirmerie ? Quant aux promesses d'augmenter le personnel de la médecine du travail, il n'y a vraiment aucune raison d'y apporter la moindre foi

quand on voit l'état désastreux du système de santé dans le pays et l'inaction gouvernementale pour y remédier.

Enfin, dernière trouvaille, Borne a annoncé la création d'un « *index seniors* », destiné, selon elle, à « *modifier les comportements des entreprises* » et à les « *inciter à garder les salariés les plus âgés au lieu de les licencier* ». Ce dispositif serait à l'image de celui qui est censé lutter contre les inégalités hommes-femmes dans les entreprises. Tout aussi illusoire, faudrait-il ajouter, quand on voit à quel

point ces inégalités se maintiennent ! Borne a tenu à rassurer les employeurs, en précisant que cet index n'entraînerait pas la moindre sanction financière contre les entreprises. Mais cela n'a pas empêché le président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, d'exprimer son opposition « *au principe de cet index* », refusant fermement le moindre contrôle et la moindre contrainte.

Autant dire que les patrons continueront de faire ce qu'ils veulent, en fonction d'un seul objectif : augmenter leurs profits.

Marc Rémy

Pénibilité : vieille ficelle pour masquer les vraies attaques

La prise en compte de la pénibilité du travail est présentée à chaque réforme des retraites comme un enjeu fondamental. C'est un faux-semblant de plus du gouvernement

La discussion sur la pénibilité a surtout servi de prétexte à des directions syndicales comme celle de la CFDT pour accepter l'augmentation du nombre d'années travaillées, sans protéger le moins du monde la majorité des travailleurs soumis aux métiers les plus durs.

Épargner un peu ceux qui travaillent dans des conditions difficiles était déjà la contrepartie invoquée par le gouvernement Hollande en 2014 pour imposer l'allongement de la durée de cotisation à 43 ans pour tous les salariés. Cela s'est traduit par la création du « *compte professionnel de prévention de la pénibilité* », transformé en « *compte professionnel de*

prévention » (C2P) en 2017 par Macron. Celui-ci devait permettre aux salariés exerçant des métiers reconnus comme pénibles de cumuler des points, afin de bénéficier, par exemple, d'un départ à la retraite anticipé.

Mais l'écart entre ces promesses et la réalité est saisissant. D'après le journal *Les Échos*, depuis 2017, un peu moins de deux millions de salariés ont un compte ouvert alors que plus de neuf millions de salariés sont concernés par au moins un critère de pénibilité reconnu par le gouvernement. Et sur ces deux millions, seuls quelques milliers ont pu bénéficier d'un départ anticipé, sur une population active de 30 millions. Il faut dire que

la manutention de charges, les postures difficiles, les vibrations mécaniques et les risques chimiques ne sont pas considérés comme des critères de pénibilité valables ! Les ouvriers qui travaillent au marteau-piqueur ou une grande partie de ceux soumis à des produits cancérogènes sont tout simplement écartés.

Confrontée au rejet majoritaire de son projet de réforme des retraites et manquant d'imagination, Borne emboîte le pas à ses prédécesseurs et affirme qu'elle modifiera les critères du C2P. Mais le gouvernement lui-même chiffre à seulement 60 000 le nombre supplémentaire de travailleurs susceptibles d'ouvrir un compte. En revanche, toutes les réformes des retraites ont abouti à faire travailler plus longtemps les ouvriers sur chaîne, les travailleurs du bâtiment, les caissières, etc. Et les attaques contre les régimes dits « *spéciaux* » s'en prennent justement aux mesures qui permettraient aux travailleurs des métiers les plus pénibles de partir plus tôt.

D'après l'Observatoire des inégalités, il y a aujourd'hui un écart de dix ans entre l'espérance de vie en bonne santé d'un ouvrier et celle d'un cadre supérieur. Le projet de réforme du gouvernement, s'il passe, ne peut qu'aggraver cet état de fait.

Thomas Baumer



Sacrifier les retraites à la finance

Par sa réforme des retraites le gouvernement veut mettre toujours plus d'argent tiré de la poche des travailleurs à la disposition des capitalistes de la finance.

Il veut aussi les assurer que, malgré les centaines de milliards distribués aux grandes entreprises, y compris financières, l'État pourra payer ses dettes... auprès des groupes financiers, précisément. La dette publique, souscrite auprès des banques et des entreprises financières, atteindra bientôt 3 000 milliards d'euros avec 51 milliards d'euros de charges, c'est-à-dire d'intérêts à verser cette année. En économisant sur tout, quel qu'en soit le prix pour les travailleurs, l'État se montre bon payeur auprès des banquiers.

Et puis, le régime des retraites par répartition, tel qu'il existe actuellement, attire bien des convoitises. En 2021, 346 milliards d'euros étaient collectés en cotisations retraite et 345 milliards d'euros

étaient reversés aux retraités. Ces sommes représentent un pactole qui échappe aux capitalistes de la finance : banques, compagnies d'assurance et fonds de pension.

La réforme prévue par le gouvernement répond à leurs attentes. En durcissant les conditions de la retraite par répartition, elle incitera ceux qui en ont les moyens à souscrire des plans de retraite privés, par capitalisation. Cela peut ouvrir un marché colossal aux retraites privées gérées par les financiers, et tant pis pour tous ceux qui, dans les classes populaires, n'auront pas les moyens d'y recourir.

Pour « *rassurer les marchés financiers* » comme il dit, le gouvernement est prêt à plonger les classes populaires dans la misère.

Bruno Fortin



Après le 19 janvier: **la mobilisation nécessaire**

Les manifestations appelées par toutes les centrales syndicales le 19 janvier ont été très nombreuses et ceux qui ont fait grève ce jour-là ont été encore bien plus nombreux que ceux qui ont défilé dans les rues.

Ce qui est déjà une très large démonstration de l'opposition des travailleurs à la réforme de Macron doit devenir une véritable contre-offensive ouvrière. Elle ne peut reposer uniquement sur les initiatives que prendront les directions syndicales. Déjà, durant des semaines, celles-ci ont dit attendre les annonces du

gouvernement pour décider d'une réaction. Comme si cette réforme des retraites avait pu être autre chose qu'une attaque contre toute la classe ouvrière. Quand elles se sont enfin décidées à réagir, elles étaient fières de se présenter unies face aux médias. L'unité syndicale est évidemment un élément qui encourage les

travailleurs à se mobiliser et les conforte dans leur rejet de cette réforme. Mais on sait que souvent les directions syndicales mènent des tractations secrètes avec le gouvernement et on a vu dans le passé certaines d'entre elles lâcher le mouvement sans prévenir.

Alors, l'unité dont les travailleurs ont besoin pour se défendre, pour se mobiliser contre les attaques du gouvernement, est celle de l'ensemble de leur classe,

à la base, dans les usines, les chantiers et les bureaux. C'est le sort de l'ensemble du monde du travail qui est en jeu avec la politique du gouvernement et c'est en mobilisant toutes ses forces qu'il peut le faire reculer. Mais pour cela, il ne doit pas être suspendu à des décisions prises au sommet et sans contrôle. Les travailleurs doivent être en mesure de décider quand, sur quelles revendications précises et aussi comment ils veulent

mener leur lutte. Chacun doit pouvoir se sentir acteur de la mobilisation et donc pouvoir en décider du début à la fin.

Cette unité-là, large, massive et active, il n'y a que les travailleurs eux-mêmes qui peuvent la construire, en s'organisant à travers les assemblées générales et les comités de grève élus par elles, pour se donner les moyens de contrôler leur mouvement.

Marion Ajar



Arles

PAGES 6 ET 7: PHOTOS LO

Rhône-Alpes

À Lyon, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé, malgré les difficultés de transport, un chiffre pas vu depuis des années.

Il y avait beaucoup de jeunes, toutes les générations, des manifestants venus en dehors de tout cadre syndical et heureux d'être si nombreux dans un cortège compact, sympathique, que la neige ne décourageait pas. Ils étaient aussi plus de 20000 à Grenoble, 10000 à Saint-Étienne et des dizaines de milliers ailleurs dans la région.

Même si peu de banderoles d'entreprises étaient présentes, les grands secteurs étaient bien là. Venus des ateliers et aussi des bureaux, comme chez Renault Trucks. Dans la chimie, de nombreux travailleurs, sous-traitants compris, avaient tenu à mettre les ateliers à l'arrêt, remplissant plusieurs bus pour rejoindre la manifestation. Chez Jtekt, sous-traitant automobile, des ouvriers dénonçaient les cadences éprouvantes; les anciens ne se voient pas prolonger de deux ans supplémentaires:

«*Ils veulent nous tuer au boulot!*» Chez Iveco à Annonay, la grève a vidé les ateliers. La veille, certains discutaient déjà d'une nouvelle journée la semaine prochaine et la suivante.

Partout, le rejet de la réforme des retraites se mélange aux revendications sur les salaires. Des grèves sur les salaires ont lieu dans de nombreuses entreprises. Chez Ewellix (ex-SKF) à Chambéry, 200 salariés en grève, la majorité des ouvriers, ont organisé une assemblée sur la question des salaires avant de rejoindre la manifestation des retraites. Chez Caterpillar à Grenoble, la colère a éclaté dès le 16 janvier, après l'annonce des augmentations proposées par le patron.

À la SNCF, la grève était massive chez les conducteurs, avec presque 100% sur le dépôt de la Part-Dieu, plus de 60% à Perrache. Elle était forte dans les technicentres, avec un

piquet installé à Vénissieux et des chefs en grève. Si la reconduction de la grève est en discussion, à ce jour beaucoup parlent de grève tournante, à cause des bas salaires.

Les hospitaliers étaient bien présents dans la rue. À l'hôpital GHE, la cantine était fermée pour la première fois depuis bien longtemps. Chez les personnels de santé, certains exprimaient, après les années de Covid et de dégradation des conditions de travail, que «*c'est le coup de trop*». Beaucoup d'enseignants qui, avec les suppressions de postes qui ont dégradé les conditions de travail toutes ces dernières années, ne se voient pas continuer jusqu'à 64 voire 67 ans (pour avoir une retraite complète sans décote) devant des classes surchargées.

Dans plusieurs entreprises ou secteurs, des assemblées étaient programmées, l'après-midi ou le lendemain, pour discuter de la suite.

Correspondant LO

Marseille

Par un clair soleil et un vent glacial, les manifestants étaient des dizaines de milliers et formaient un vrai fleuve pour descendre La Canebière et s'engager par le boulevard d'Athènes vers la place Castellane.

Si le groupe de tête était parti à 10h30, les cortèges attendaient encore nombreux, deux heures plus tard, de pouvoir quitter le point de départ. Slogans et pancartes s'en prenaient bien sûr à la réforme des retraites, et on entendait aussi : «*Les vieux dans la galère, les jeunes dans la misère, on n'en veut pas de cette société là!*»

Si les retraités étaient nombreux, qui tenaient à ce que les générations à venir puissent elles aussi bénéficier d'une retraite, des plus jeunes manifestaient pour «*Ne pas crever au boulot*», contre le modèle de société

idéale de Macron: «*Métro, boulot, tombeau*».

Six cents manifestants et onze cars étaient venus de l'usine Airbus Helicopters de Marignane, où les ateliers étaient vides: seuls restaient les intérimaires et les apprentis. Mais certains travailleurs sous-traitants ont aussi participé à la grève.

La RTM (Régie des transports de la Métropole) était très largement en grève, les bus en particulier étaient quasiment tous à l'arrêt.

À Arles, ils étaient 2000 à manifester.

Correspondant LO

Rouen





Des manifestants très nombreux

Dans de nombreuses villes petites ou moyennes, les cortèges des manifestants du 19 janvier ont atteint des chiffres rarement vus, dans la grande manifestation parisienne comme un peu partout dans le pays.

Les correspondants de *Lutte ouvrière* indiquaient, par exemple, à Vesoul énormément de monde, sans doute plus de 4000 personnes, dont beaucoup venues du public, de la territoriale, d'Enedis, de l'Éducation, dont beaucoup d'agents. Une forte présence du privé était à noter, dont de nombreux manifestants venus de PSA, 300 environ au total, dont toute la CGC, avec beaucoup d'intérimaires. La manifestation était la plus massive depuis 2010.

À Belfort, on comptait des milliers de manifestants, au moins 4000 à 5000, un nombre pas vu depuis peut-être 2010, avec beaucoup de salariés du privé, certains n'ayant jamais manifesté auparavant. Les discussions portaient sur les salaires, les conditions de travail, le boulot, les prix, la pauvreté. La grève, entre autres entreprises, était très suivie à GE Alstom.

Nous ne pouvons citer toutes les villes, mais toutes ont vu une mobilisation très

importante. C'était le cas à Mulhouse et Strasbourg, mais aussi à Tours (13000 à 20000), à Bordeaux (20000), Toulouse (30 000) et Pau (14000), à Rochefort (23000) et La Rochelle, à Rouen (20000), à Orléans (16000) et Caen (20000), à Nantes (50 000) et Saint-Nazaire (10 000), à Troyes (6 000), Périgueux (10 000), Guéret, etc... Dans les Hauts de France, près de 7000 à Valenciennes, plus de 2000 à Douai, plus de 4500 à Arras, 6000 à 7000 à Boulogne-sur-Mer, 2000 à Abbeville et à Maubeuge, 3500 à Compiègne. On comptait plus de 500 grévistes chez Toyota à Onnaing.

A. F.

SNCF

À la SNCF, la grève du 19 janvier a été très suivie, bien qu'elle n'ait été annoncée que le 10 janvier par les organisations syndicales.

En Île-de-France, la SNCF n'annonçait qu'un RER sur dix sur la plupart des lignes du Transilien. Même chose sur le réseau TER. Sur le réseau national, quasiment aucun train Intercités ne roulait et seulement un TGV sur trois ou sur cinq.

Les chiffres de participation à la grève n'étaient encore connus que dans les secteurs soumis à déclaration préalable. Elle était de 80% au niveau national chez les conducteurs, 50% chez les contrôleurs, 42% chez les aiguilleurs. La participation était aussi très forte dans les ateliers de maintenance, entraînant des chefs ou des travailleurs habituellement

non grévistes.

Ce succès est la réponse la plus nette aux mensonges et intoxications du gouvernement et des journalistes prétendant que la plupart des cheminots, ceux embauchés au statut, ne sont pas concernés par cette réforme des retraites. Au contraire, ils devraient tous travailler deux ans de plus et subiraient tout autant l'augmentation accélérée de la durée de cotisation que l'ensemble des travailleurs.

Dans toutes les assemblées, le rejet pur et simple de toute la réforme était une évidence.

Les cheminots ont connu nombre de mouvements sur

les retraites, dont certains victorieux comme en 1995. Ils savent que seule une lutte déterminée et s'étendant à l'ensemble des travailleurs, du public comme du privé, pourra gagner. Ils étaient attentifs au succès de la grève et des manifestations dans tous le pays pour envisager la suite du mouvement.

Si, pour l'instant, les grévistes étaient dans l'attente des décisions de l'intersyndicale, il leur appartiendra de décider eux-mêmes de la suite de leur mouvement. La récente grève des contrôleurs, propagée par la base, sans appel syndical, montre que quand le carburant de la colère s'accumule, il peut s'enflammer.

Christian Bernac

RATP

La grève a été très suivie par les conducteurs du métro parisien. Sur la ligne 13 par exemple, on ne comptait qu'une dizaine de conducteurs pour toute la journée. La direction communiquait dans les médias sur l'ouverture de cette ligne mais, dans les faits, elle n'était en service que durant deux heures le matin et deux heures l'après-midi, et seulement sur la portion nord. Du côté des agents de station, la grève a commencé dès le 18 janvier à 22 heures.

Sur le réseau des autobus, des centaines de conducteurs étaient en grève, même si la direction annonçait deux bus sur trois en service. Dans plusieurs dépôts,

la grève a dépassé 50%. Les mécanos de la maintenance des bus étaient encore plus nombreux en grève.

C'est aux bus qu'il y a le plus de travailleurs hors statut RATP. Pour eux, c'est le régime de retraite général. Pour ceux restant au statut, les médias citent complaisamment l'âge de 52 ans pour le départ à la retraite, mais il faut préciser qu'il est obligatoire d'avoir conduit pendant un minimum de vingt-sept ans, sinon la retraite est fortement décotée. Et la réforme supprimerait le régime spécial pour les nouveaux embauchés dès septembre. Alors, statut ou pas, la réforme, c'est non!

Correspondant LO



Devant un dépôt de bus.

Chantier naval de Saint-Nazaire

Les annonces du gouvernement sur les retraites le 10 janvier ont changé l'ambiance au chantier naval. Bien sûr, ceux qui approchent de l'âge de la retraite ont immédiatement calculé le recul que cela impliquait pour eux et donnaient le ton des discussions aux pauses. Mais le mécontentement s'est exprimé tout autant chez les plus jeunes, à qui on demande plus pour des salaires dérisoires et qui savent très bien qu'ils ne pourront pas tenir les métiers pénibles de la construction navale après 60 ans.

Des milieux plus larges

que d'habitude, dans les bureaux d'études, et même parmi les agents de maîtrise, ont exprimé leur envie de participer à la journée du 19. Dans les plus petites entreprises sous-traitantes du chantier, sans présence syndicale, les travailleurs ont cherché les délégués syndicaux qu'ils connaissaient ailleurs pour leur demander comment faire grève.

Le 19 janvier, un cortège est parti du Chantier pour rejoindre en ville ce qui a été la plus grosse manifestation depuis longtemps dans la région.

Correspondant LO

Ukraine-Russie : des peuples pris en otage

Passées en boucle sur toutes les chaînes de télévision, les images de la barre HLM de Dnipro qu'un missile – russe ? mais Moscou dément – a fait s'effondrer sur ses habitants sèment l'effroi.

Le nombre des morts, des disparus, des blessés a aussi de quoi effrayer : ce sont des civils, surtout des travailleurs car cette ville, l'ex-Dniepropetrovsk, est un très grand centre industriel du centre-est de l'Ukraine.

La ville semblait loin des combats. Jusqu'à récemment, les statistiques de pertes civiles que Kiev publie ne mentionnaient même pas la région, à la différence de celle de Kharkiv, qui arrive en tête de ce sinistre tableau, et de celle de Donetsk, dans le Donbass tenu par Moscou, qui la suit de près. Peu éloignées et toutes deux très peuplées, mais situées de part et d'autre de la ligne de front, ces villes ont connu, connaissent ou risquent de connaître des tueries comme celle de Dnipro, tant il est vrai que les chefs des camps en présence n'ont aucun souci des populations.

De la part de Poutine, chef d'une bureaucratie qui opprime et exploite la population russe, cela semble une évidence. Lui, les hauts bureaucrates, les oligarques qui leur sont liés et les généraux qui mènent cette guerre du côté russe le font avec la peau des Ukrainiens mais aussi celle de leurs propres soldats, qu'ils envoient massacrer et se faire

massacrer. La mobilisation de 300 000 rappelés en septembre a été déjà en grande partie consumée au feu des combats, au point qu'il est de plus en plus question que l'armée, grande dévoreuse d'hommes, en exige 500 000 de plus dans un proche avenir.

S'agissant des dirigeants ukrainiens, on nous martèle depuis des mois qu'ils sont du « bon côté », puisqu'ils ont choisi d'être la pointe avancée vers l'est, contre la Russie, de l'OTAN et de « nos » gouvernants. Ceux-ci soutiendraient ainsi le camp de la démocratie. Celui-là même, sans doute, qu'ils ont soutenu dans des guerres contre le peuple algérien, le peuple vietnamien et tant d'autres, de l'Afghanistan à l'Irak en passant par tous les pays d'Afrique que la France pille et où son armée soutient les pillards que sont les grands groupes capitalistes français et les dictateurs locaux qui les servent.

Avec de tels parrains en « démocratie », les bureaucrates et les oligarques ukrainiens ainsi que Zelensky n'ont pas à rougir de leur propre politique. Ni de faire payer à leur peuple leur volonté de passer de la sphère d'influence russe – qui était la leur depuis la

fin de l'Union soviétique – à celle des grandes puissances de la bourgeoisie mondiale, États-Unis en tête.

Zelensky et les nantis ukrainiens savaient ce que cela impliquait : démanteler les droits sociaux, ouvrir en grand le pays aux firmes occidentales venues piller ses ressources et exploiter sa main-d'œuvre. Avant la guerre, Zelensky avait si bien mené cette politique qu'une bonne partie de la population voyait en lui un ennemi.

Cette politique, dictée par les intérêts des grands groupes occidentaux et des puissances impérialistes,

impliquait aussi le risque, pour la population, que le Kremlin cherche à l'empêcher par les armes, afin de contraindre Kiev à un compromis.

Les dirigeants américains et ouest-européens ont fait prendre ce risque à l'Ukraine et à sa population. Les dirigeants ukrainiens aussi, en bombardant les populations civiles des régions tenues par Moscou, en faisant régner la loi martiale ailleurs.

Les dirigeants ukrainiens ont aussi laissé les entreprises s'asseoir sur le peu qui subsistait de droits sociaux, faire des profits

à tout prix, notamment dans l'énergie en rackettant la population, imposer des salaires de misère. Ils ont réduit l'indemnisation du chômage à 90 jours et 180 euros maximum, alors que 30 % des travailleurs sont officiellement sans emploi. Ils ont aussi confié aux patrons la tâche de transmettre les convocations militaires à leurs salariés. Alors, nombre d'entre eux, ce dont les employeurs se plaignent dans la presse, ne veulent plus travailler qu'au noir pour ne pas risquer d'être expédiés au front.

Pierre Laffitte



Dnipro après le bombardement.

Un tank peut en cacher beaucoup d'autres

Depuis des semaines, les autorités ukrainiennes réclament aux puissances impérialistes la livraison de tanks lourds, disposant à la fois d'une grande puissance de feu et d'un fort blindage.

Le président ukrainien, Zelensky, affirme que ces tanks lui permettraient de résister à la « grande offensive » que le Kremlin préparerait pour le printemps.

Toutes sortes de blindés figurent dans les impressionnantes livraisons d'armes des États-Unis, de la France, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne à l'Ukraine qu'elles soutiennent. Mais cela ne concerne que des véhicules blindés de l'avant, des chenillettes, des transports de troupes dotés d'un faible

blindage.

Ils sont ainsi plus rapides, plus mobiles, assurent les états-majors occidentaux, qui « oublient » leur autre caractéristique commune. Il s'agit de modèles anciens, tels les AMX que Paris vient de promettre à Kiev.

En fait, les pays exportateurs d'armes membres de l'Otan ont jusqu'à présent rechigné à engager sur les champs de bataille ukrainiens leurs plus récents modèles d'armements, dont des mastodontes blindés bourrés

d'électronique et d'innovations technologiques.

Ils craignent d'abord qu'ils tombent aux mains de l'armée russe, et leurs secrets de fabrication avec. Ils craignent aussi que l'entrée en action des chars de combat Leopard 2 allemands, Leclerc français ou leurs homologues anglo-saxons n'entraîne une réplique d'ampleur de la part de la Russie.

L'escalade est certes indissociable de toute guerre. Mais le camp impérialiste, qui donne le tempo à cette danse macabre, n'a pas, ou pas encore, décidé de surenchérir à ce niveau.

En revanche, ses industriels de l'armement, ses

états-majors et ses gouvernants ne se privent pas de surenchérir vis-à-vis de leurs opinions publiques. Car, quand les médias font leurs gros titres sur l'obsolescence de certains blindés et d'autres armements, ou sur l'impossibilité dans laquelle se trouveraient les « démocraties » de livrer à Kiev autant d'armes qu'elles le voudraient, ou quand ils insistent sur le manque de munitions disponibles dans les stocks et arsenaux, cette propagande vient à point nommé. Elle sert à justifier l'explosion des budgets militaires, qu'ils soient dits traditionnels ou qu'il s'agisse de la course aux armements nucléaires.

Ainsi, en France, les crédits pour les bombes et les missiles nucléaires de croisière vont passer de trois milliards par an en 2023 à plus du double dès l'an prochain. Sans compter tout ce qui va aller à la construction de Rafale chers à Dassault, de chars lourds Leclerc ou de ces canons mobiles Caesar qui font des ravages en Ukraine... et ici, dans les dépenses publiques indispensables à la population. À l'heure de l'offensive militaro-budgétaire, l'État a alors beau jeu de prétendre qu'il n'a plus un sou pour les retraites, ni pour les hôpitaux, l'école, les transports publics, etc.

P. L.

Pérou : mobilisation populaire malgré la répression

Dans un Pérou désormais en état de siège, des milliers de paysans ont décidé de le braver et se sont mis en marche pour manifester à Lima. Ils exigent de nouvelles élections et la libération du président destitué, Pedro Castillo, dans lequel ils plaçaient leurs espoirs.

Depuis un mois, les soutiens de Pedro Castillo, en particulier les paysans du Sud andin, souvent d'origine indienne, ne cessent de manifester en sa faveur. Celle qui lui a succédé, Dina Boluarte, auparavant sa vice-présidente, n'a su leur répondre que par la

répression policière, qui a déjà fait 47 morts.

Ce n'est pas la première fois que le Congrès écarte un président qu'il ne juge pas à sa convenance, mais cette fois cela ne passe pas. Pedro Castillo n'est pas un homme du sérail politique. C'est un instituteur et un

syndicaliste ayant joué un rôle dirigeant dans une grève d'enseignants. Contre toute attente, il avait été élu à la présidence de la République sur un programme promettant une réforme agraire et des mesures en faveur de l'éducation et de la santé pour tous, pour réduire les inégalités, comme la majorité de la population le voudrait.

Mais, au Pérou comme ailleurs, les partis conservateurs sont prêts à tout pour défendre, bec et ongles, les

prérogatives des classes possédantes. Quand Castillo a tenté de mettre en œuvre son programme, il s'est heurté à un Congrès d'autant moins décidé à acquiescer qu'il y était en minorité et que bien des parlementaires estiment, avec un mélange de préjugés de classe et de racisme, qu'un petit instituteur, à moitié indien, n'a rien à faire sur le siège de la présidence.

Comme bien d'autres réformistes avant lui, Castillo a tenté d'amadouer ses opposants en proposant diverses équipes gouvernementales censées être plus acceptables, mais sans succès. Aucune réforme n'a vu le jour et, acculé, il a tenté de contourner le Congrès. Accusé de vouloir faire un contrecoup d'État, il n'a pas été suivi par son gouvernement, a été destitué

et emprisonné. Sa propre vice-présidente, ne l'a pas soutenu, et a accepté par contre de lui succéder.

C'est donc maintenant par leur mobilisation, par leurs manifestations, que tous ceux qui avaient mis leurs espoirs dans Pedro Castillo tentent de le défendre. Au-delà de sa personne, ce sont leurs aspirations sociales qui s'expriment, contre les inégalités et les injustices. Mais il y a aussi une leçon à tirer : se fier à un homme et aux institutions officielles pour qu'ils satisfassent les revendications des masses, c'est aller au-devant de l'échec. Pour vaincre vraiment les classes dominantes, les travailleurs et l'ensemble des classes populaires devront se donner les moyens de la révolution.

Jacques Fontenoy



Des paysans aymaras marchent vers Lima pour exiger la démission de Dina Boluarte et la fermeture du Congrès.

Madagascar : Rio Tinto empoisonne la terre et les eaux

Dans le dernier numéro de leur journal *Le pouvoir aux travailleurs*, nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI) dénoncent la pollution dont sont victimes les habitants vivant à proximité d'une mine appartenant au trust multinational Rio Tinto.

À Madagascar, les pêcheurs et les agriculteurs qui habitent près de la mine d'extraction d'ilménite, de monazite et de zirsil près de la ville de Tolagnaro (Fort-Dauphin) sont depuis des années victimes de la pollution de leur environnement. Depuis plusieurs années, la mine qui appartient à QMM, filiale du géant mondial Rio Tinto, empoisonne l'environnement. Un grand lac qui approvisionne la ville de Tolagnaro en eau douce est devenu radioactif à cause des déchets rejetés par la mine. Les poissons de la zone côtière périssent en masse et les terres avoisinantes deviennent stériles et impropres à l'agriculture. Beaucoup de personnes sont malades et le centre de santé est submergé par des personnes intoxiquées.

Le nombre d'enfants morts augmente de façon exponentielle.

La population est mobilisée contre les patrons de la mine et aussi contre l'État, qui en tire profit en possédant 20 % des actions. Des analyses des déchets sont effectuées par les exploités eux-mêmes et les résultats rendus publics sont toujours déclarés satisfaisants. Pour calmer la colère de la population riveraine, les responsables de la mine ont, il y a quelques mois, fait don de six bœufs et de quelques sacs de riz, c'est-à-dire une compensation dérisoire par rapport aux préjudices supportés par la population.

Actuellement, la colère des victimes de cette situation catastrophique est grande. Les gens ont barré

toutes les routes menant à la mine et font le piquet devant les barrages. Quelques ouvriers de la mine, dont les familles et proches subissent les conséquences de la pollution, se sont joints au mouvement de résistance de la population : ils ont été immédiatement licenciés. Les activités de la mine sont à l'arrêt et la ville de Tolagnaro est privée d'électricité durant une grande partie de la journée car c'est la mine qui fournit le carburant de la centrale électrique.

Le gouvernement a dépêché deux ministres sur les lieux. Ces personnes multiplient les appels au calme et déclarent qu'à partir de maintenant ce sont les autorités qui prendront à leur charge les dédommagements auxquels les victimes ont droit. Ces vagues promesses sont loin de calmer la colère de tous les laissés-pour-compte de l'exploitation capitaliste.

Le pouvoir aux travailleurs

Rapport Oxfam : les inégalités et d'où elles viennent

Sur 100 dollars de richesses créées, 63 dollars ont été accaparés par les 1 % les plus riches. Les 37 dollars restants sont allés aux autres 99 %, dont 0,70 dollar seulement à la moitié la plus pauvre de l'humanité.

Toute richesse nouvelle est le produit du travail humain collectif d'ouvriers, d'ingénieurs, de transporteurs, etc., qui interagissent souvent à l'échelle internationale. Le moindre téléphone portable, par exemple, a concentré le travail de milliers de personnes dans le monde. Pour que tous ces travaux aient pu se réaliser, il faut aussi que les entreprises aient été construites puis entretenues, qu'il y ait des services comme les cantines ou les administrations pour qu'elles fonctionnent. Il faut aussi que tous ceux qui ont donné leur contribution aient été éduqués, formés, et aussi soignés lorsqu'ils ont eu des accidents ou des maladies, et transportés de leur domicile à leur lieu de travail. C'est l'ensemble des travailleurs

du monde qui produisent directement ou indirectement toute nouvelle richesse créée, y compris des petits patrons, commerçants, artisans, agriculteurs, dont le travail contribue à la marche de la société et donc à la création de richesses.

Mais ce que résument les chiffres d'Oxfam, c'est que les travailleurs ne récupèrent presque rien de ce qu'ils ont contribué à produire. L'immense majorité de la richesse produite va à une poignée d'individus qui possède le capital, sous forme d'actions des entreprises ou sous une autre forme parmi celles inventées par la spéculation financière.

Quelle que soit sa forme, la possession du capital représente un droit à s'approprier une part de la richesse produite. Et le rapport d'Oxfam montre que cette part est de plus en plus importante. La classe capitaliste est toujours plus parasitaire, mais ça ne la rend pas moins acharnée à défendre ses privilèges.

P. R.

USA-Japon-Chine : le Pacifique, l'autre poudrière

Vendredi 13 janvier, le président américain Biden recevait le Premier ministre japonais Kishida pour annoncer le renforcement de leur alliance militaire.

Cette alliance est directement dirigée contre la Chine, laquelle représente d'après Kishida un « défi stratégique sans précédent », et contre la Russie, également riveraine de l'océan Pacifique. Les États-Unis vont donc renforcer leur présence dans l'archipel nippon et, en particulier, installer une force d'intervention rapide puissamment armée à Okinawa. C'est bien sûr l'île la plus proche de la Chine et aussi de Taïwan, alliée des États-Unis et revendiquée par la Chine, autour de laquelle les marines rivales croisent en

permanence.

De son côté, le Japon va continuer son effort d'armement et prévoit d'y consacrer l'équivalent de 300 milliards d'euros d'ici 2027. L'armée dite d'auto-défense mise en place après 1945 sous étroit contrôle américain se transforme de plus en plus en un véritable instrument militaire d'une puissance impérialiste, alliée aujourd'hui des États-Unis. La marine japonaise avait déjà tourné le traité lui interdisant depuis 1945 de lancer des porte-avions en équipant, à partir de 2013,

deux grands porte-hélicoptères. Elle commence, avec la bénédiction de Washington, à transformer ces deux bâtiments pour les rendre capables de recevoir des F35, l'avion de combat américain qui équipe l'armée japonaise.

Les gouvernements occidentaux ont condamné les manœuvres conjointes des flottes chinoise et russe en mer de Chine début janvier. Comme ils dénoncent les incursions des avions chinois dans le ciel de Taïwan et les tirs réguliers, volontairement perdus en mer, de missiles venus de Corée du Nord. Le Japon fait évidemment partie du front antirusse et Kishida a réaffirmé son



Le porte-avions USS Nimitz en mer de Chine du Sud le 12 janvier.

soutien à Biden, précisant que « laisser faire la Russie en Ukraine serait créer un précédent ». Ainsi des camps se dessinent et avec eux la menace de guerre.

La démonstration la plus claire et la plus probante a comme toujours été donnée par le vrai patron, les États-Unis, dont le budget militaire et la puissance de feu écrasent tous les autres. Le jour même de la rencontre Biden-Kishida, le porte-avions Nimitz et son groupe

étaient en manœuvre dans la mer de Chine du Sud. Sa feuille de route, publiée par la marine américaine, précise que l'escadre est là pour « démontrer sa capacité à fournir une force maritime sans équivalent, si besoin est ».

Derrière la course aux armements et les profits des marchands de canons, les puissances impérialistes se tiennent prêtes à maintenir leur ordre par la force.

Paul Galois

Grèce : procès de la solidarité

Depuis mardi 10 janvier, 24 travailleurs humanitaires sont traduits en justice en Grèce. Ils encourent vingt-cinq ans de prison et sont accusés d'espionnage, de trafic de migrants ou encore de blanchiment d'argent.

Vu les incohérences de l'accusation, le procureur a dû tout de même abandonner l'accusation d'espionnage.

Parmi ces 24 travailleurs humanitaires figure Sara Mardini, une jeune Syrienne de 27 ans qui habite aujourd'hui en Allemagne. Traversant la Méditerranée sur une embarcation surchargée, elle s'était jetée à l'eau avec sa sœur et une autre passagère pour tirer le bateau en panne de moteur jusqu'au rivage. Leur calvaire a inspiré un film à succès intitulé *Les Nageuses*. Ces jeunes femmes ont ainsi sauvé 18 passagers.

Sara Mardini, accueillie

en Grèce, avait tenu à participer au programme d'aide aux migrants. Avec ses camarades, elle guettait les embarcations sur la côte de Lesbos pour leur porter secours. « J'ai été arrêtée parce que je donnais de l'eau et des couvertures aux réfugiés », a-t-elle expliqué après son arrestation. C'est donc bien une simple aide solidaire que lui reprochent les autorités grecques comme aux 23 autres humanitaires. Les autorités prétendent que cela crée un appel d'air. En fait, ces humanitaires sauvent des vies.

Arrêtée alors qu'elle voulait retourner en Allemagne, Sara a été emprisonnée

trois mois et a dû s'acquitter d'une caution de 5 000 euros pour pouvoir être libérée. Elle attend le verdict comme ses camarades. L'État grec, dirigé par le gouvernement particulièrement réactionnaire de Mitsotakis, veut à travers ce procès intimider tous ceux qui viennent au secours des migrants et les sauvent de la noyade.

Mais il serait très hypocrite d'accuser le seul État grec dans cette affaire. La France, à l'instar des autres puissances européennes, a laissé la Grèce accueillir la majorité des réfugiés. La seule réponse sincère serait de les accueillir et de leur ouvrir les portes largement. Les dirigeants des pays les plus riches de l'Union européenne n'y songent même pas !

Aline Urbain

Trusts pétroliers : bénéfices record

En 2022, la crise de l'énergie a énormément profité aux trusts pétroliers, qui ont cumulé 200 milliards de dollars de bénéfices.

Les profits des deux majors américaines ExxonMobil et Chevron devraient frôler les 100 milliards en 2022. Quant aux quatre plus grands groupes pétroliers européens – BP, Shell, TotalEnergies et Equinor, la compagnie étatique norvégienne – ils se partagent une somme équivalente.

Les automobilistes du monde entier auront contribué à l'accroissement de ces magots, à chaque passage à la pompe. L'explosion des prix des carburants a aussi alimenté l'inflation générale sur toutes les marchandises, via les factures de transport.

Ces profits gigantesques sont à comparer aux budgets de quelques organismes internationaux. En 2022 les bénéfices des pétroliers équivalent à vingt fois le budget que l'ONU a consacré à aider 27 millions de réfugiés dans le monde, et trente fois celui alloué à

l'OMS pour la santé.

Ces trusts vont pouvoir augmenter les dividendes versés aux actionnaires. À cela s'ajoutent les sommes consacrées à racheter des actions. Ainsi, Exxon a gaspillé 50 milliards de dollars en trois ans pour racheter les siennes propres et les détruire, fournissant de l'argent frais à ses actionnaires et faisant mécaniquement monter le cours des actions restantes.

Les pétroliers européens ne sont pas en reste. Ils s'approprient à verser 78 milliards de dividendes à leurs actionnaires et à les enrichir encore un peu plus en rachetant pour 44 milliards d'actions.

Exproprier ces trusts et les placer sous le contrôle des travailleurs est une nécessité. Les sommes énormes engrangées et leurs moyens de production doivent être mis réellement au service de la population.

Lucien Déroit



Sara Mardini s'équipe pour aider d'autres réfugiés, en 2016.

Ehpad : les profits d'abord

En mai 2021, la défenseure des droits faisait un rapport sur la situation des personnes âgées hébergées en Ehpad et l'assortissait de recommandations aux directions de ces maisons de retraite, aux responsables des services sociaux et au ministère chargé de les contrôler.

Dix-huit mois plus tard, elle publie un bilan qui reste, selon ses propres mots, « extrêmement préoccupant ».

Une façon diplomatique pour dire que rien n'a changé, entre autres du côté du ministre de la Santé, qui n'apporte pas de « réponse explicite », en particulier à la demande de la défenseure d'imposer un encadrement minimum de huit soignants ou animateurs pour dix résidents.

Pourtant, comment traiter humainement les personnes âgées sans le personnel nécessaire ? Des familles dénoncent régulièrement l'isolement excessif de leurs parents, les toilettes ou les soins faits à des heures tardives, les douches rares, les journées

passées en pyjama ou au lit, les entraves aux visites sous prétexte de respecter des normes sanitaires appliquées de façon disproportionnée.

Les résidents en souffrent, le personnel également, épuisé et culpabilisé, maltraité lui aussi par des gestionnaires dont le critère est la rentabilité, qui multiplient les emplois précaires, les conditions de travail indignes et les salaires au rabais. Dans les Ehpad, privés ou publics, l'économie est la règle.

Pour le moment, les groupes privés comme Orpea, cloué au pilori par le livre *Les Fossoyeurs*, et Korian dominent le marché préférentiellement haut de gamme, et font face à une bonne partie des

280 plaintes déposées de mai 2021 à octobre 2022.

Interviewé par le *Journal du Dimanche*, le nouveau directeur général d'Orpea se vante d'avoir renvoyé les dirigeants corrompus, d'avoir assaini la situation mais il s'inquiète de faire face à de nombreuses dettes. « Historiquement, dit-il, Orpea dégageait des marges autour de 26 %. (...) Elles sont tombées à 17 %, nous devons les redresser. » Et, sans vergogne, il réclame une augmentation « des dotations publiques, attribuées selon des critères d'autonomie de la personne ».

Pourquoi se gênerait-il ? Depuis des années, l'État a abandonné de plus en plus la santé publique aux établissements privés, cliniques ou hôpitaux ; comment décevoir les actionnaires du marché dit « de l'or gris », en pleine expansion, qui pèse plus lourd que les recommandations de la défenseure des droits ?

Sylvie Maréchal

Uniforme : cachez ces inégalités que je ne saurais voir

Brigitte Macron a déclaré qu'elle était favorable au port de l'uniforme dans les établissements scolaires. Est-ce innocent, alors que le Rassemblement national a déposé un projet de loi pour imposer l'uniforme à l'école, sous prétexte de lutter contre les inégalités sociales ?

« J'ai porté l'uniforme comme élève : quinze ans de jupette bleu marine, pull bleu marine », a-t-elle dit. « Et je l'ai bien vécu. Cela gomme les différences, on gagne du temps – c'est chronophage de choisir comment s'habiller le matin – et de l'argent – par rapport aux marques. » C'est sûr : dans un milieu bourgeois, ne pas se préoccuper de son apparence peut être un gain de temps. Mais quand on se demande comment remplir le frigo pour nourrir ses enfants, comment acheter les fournitures scolaires, comment se chauffer, les préoccupations d'une Brigitte Macron semblent bien futiles et même complètement dérisoires.

Les inégalités se traduisent dans les faits. Si les lycées généraux de centre-ville rassemblent des catégories plus aisées, les lycées professionnels concentrent les milieux les plus populaires. En Seine-Saint-Denis par exemple, dans ces lycées défavorisés, les bâtiments sont vétustes, mal chauffés, à l'instar du lycée Voillaume à Aulnay-Sous-Bois ou de Paul-Éluard à Saint-Denis où il fait 14° dans les salles. Alors, que changerait le port de l'uniforme ? Certainement pas à avoir plus chaud ! Il ne servira même pas le moins du monde à gommer les inégalités sociales qui se voient et se manifestent quel que soit le déguisement.

Aline Urbain

Notre camarade Patrick Lamiable

Révolté par cette société d'injustices, Patrick avait choisi de militer dans notre organisation au début des années 1970.

Lui qui vient de décéder aura consacré toute sa vie à défendre les idées communistes révolutionnaires, profondément convaincu qu'une révolution prolétarienne donnerait un jour naissance à une société sans classes et sans exploitation.

Il y a quelques semaines encore, avant qu'une attaque sévère de Covid et une grave infection pulmonaire le frappent, il faisait toujours preuve du même enthousiasme militant et se tenait prêt à combattre la énième attaque en cours contre les retraités ouvrières.

Cheminot retraité, il participait toujours activement à la confection du bulletin *Lutte ouvrière* en gare d'Orléans-Les Aubrais et en assurait une partie de la diffusion chaque quinzaine.

Entré à la SNCF, il y créa le groupe *Lutte ouvrière* et y fut de tous les combats politiques et syndicaux. Lors de la grève de décembre



1986-janvier 1987, il joua un rôle déterminant dans la création d'un comité de grève en gare d'Orléans-Les Aubrais et participa à la coordination nationale des cheminots aux côtés de Daniel Vitry, aujourd'hui disparu, dont il était très proche.

De l'avis de tous, Patrick était un militant à l'écoute, prêt à débattre des heures, et nombreux sont ceux qui se souviennent d'une discussion enflammée ou qui ont pu compter sur son soutien face à la direction.

Depuis l'accident sur la voie au nord d'Orléans, qui coûta voici dix ans la vie à un jeune cheminot, Patrick

eut à cœur d'être aux côtés de sa famille dans toutes ses démarches, en particulier juridiques. Dans un article récent de notre journal, il exprimait à nouveau son indignation face à la relaxe de la SNCF, lavée de toute responsabilité dans cet accident.

Patrick était aussi notre représentant à Fleury-les-Aubrais où il fut à plusieurs reprises candidat LO aux élections législatives. Ayant constitué avec les camarades de la ville une liste de candidats aux élections municipales, il fut élu conseiller municipal *Lutte ouvrière* pendant deux mandats, au cours desquels il se fit le porte-parole des problèmes quotidiens du monde du travail.

Présent régulièrement sur le marché du dimanche matin, il avait toujours de longues discussions avec tous ceux qui venaient à sa rencontre. Et l'organisation de notre fête départementale, qui se déroule depuis plusieurs années à Fleury-les-Aubrais, lui doit beaucoup.

Patrick était un militant ouvrier cultivé – passionné de musique, de lectures et de cinéma –, qui sut toujours faire partager son expérience et sa flamme militante aux camarades qui l'entouraient. Les plus anciens de sa génération comme les plus jeunes peuvent témoigner de ses

conseils avisés. Il leur a transmis le flambeau qui sera, grâce à lui, entre de bonnes mains.

Ses obsèques auront lieu vendredi 20 janvier à 15 heures au crématorium des Ifs et un hommage public lui sera rendu à 16 h 30 à la salle des Bicharderies à Fleury-les-Aubrais.

Des candidats de Lutte ouvrière aux législatives partielles

Les 22 et 29 janvier prochains auront lieu trois élections législatives partielles. Des candidats de *Lutte ouvrière* y seront présents pour faire entendre le camp des travailleurs :

– dans la 2^e circonscription de la Marne : Thomas Rose, enseignant, avec pour suppléante Marlène Rehmet, agente municipale ;
– dans la 1^{re} circonscription de la Charente : Olivier Nicolas, informaticien, avec pour suppléante Corinne Thomas, employée ;

– dans la 8^e circonscription du Pas-de-Calais : Étienne Zannis, enseignant en lycée professionnel, avec pour suppléant Guy Bruge, ouvrier verrier à la retraite.

Il est possible de suivre leur campagne sur le site Internet de *Lutte ouvrière*, onglet « En régions ».

Nanoparticules : méga-fraudes et nanocontrôles

D'après une enquête de l'association Avicenn, sur 23 produits du quotidien testés en laboratoire, 20 contiennent des nanoparticules non étiquetées et parfois mêmes interdites. L'étude cite le lait pour enfants Guigoz, le spray L'Oréal pour couvrir les cheveux blancs, la pâte à tarte feuilletée Herta, etc.

Les nanoparticules, communément appelées « nanos », sont des substances microscopiques de plus en plus utilisées dans l'industrie. Certaines ont parfois des propriétés réellement utiles, par exemple rendre plus performantes les crèmes solaires, les peintures, les verres de lunettes, etc. Mais parfois leur utilité est beaucoup moins nette, si ce n'est celle de maximiser les profits, comme les nanos de dioxyde de titane pour faire briller les bonbons!

Les risques pour la santé des travailleurs qui manipulent ces nanos et pour celle des consommateurs sont mal connus. En effet il existe très peu d'enquêtes sérieuses car, d'une façon générale, les États et les autorités européennes ne se précipitent pas pour financer des études qui pourraient mettre en cause les groupes capitalistes. Les travailleurs, les premiers concernés, n'ont pas leur mot à dire sur l'utilisation de ces nanos. Et quand ils ont des informations, c'est par des enquêtes non officielles. Ainsi, des chercheurs ont

montré les effets cancérogènes et allergènes de certaines nanos, voire leur impact sur la fertilité et le système nerveux.

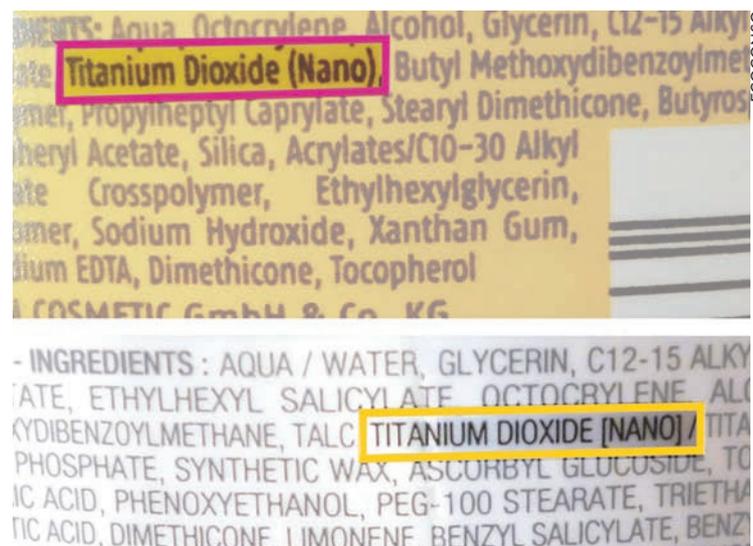
Devant l'émotion et l'inquiétude légitime, les autorités européennes ont fait mine de se préoccuper du problème, en interdisant, il y a quelques années, certaines nanos et en obligeant les patrons à indiquer leur présence sur les étiquettes dans les produits cosmétiques, alimentaires et biocides.

Cette réglementation est

restée lettre morte, comme le montre cette étude d'Avicenn. Les capitalistes savent en effet qu'ils n'ont pas grand-chose à craindre des États comme des institutions européennes.

Pour protéger leur santé comme celle de la population, les travailleurs ne peuvent donc compter que sur eux-mêmes et sur le fait qu'ils font tout tourner. Et la première des choses qu'ils devront imposer, c'est l'abolition du secret commercial et industriel. Cela leur permettrait de contrôler sérieusement ce qui se fait dans les entreprises et de rendre publiques les fraudes dont ils ont connaissance, sans risquer d'être licenciés.

Arnaud Louvet



Nanoparticules dans des crèmes solaires.



Nos lecteurs écrivent Chauffage : le racket organisé

En ce début d'année, Cristal Habitat, le bailleur du HLM où j'habite à Chambéry, nous a annoncé 10% d'augmentation sur les charges pour le chauffage, car le prix du MWh a été quasiment doublé par la société de chauffage urbain de la ville. Cela s'ajoute aux hausses précédentes de 2022, et le courrier en annonce d'autres à venir « en fonction de nouvelles évolutions des tarifs de l'énergie ».

Quid du fameux bouclier tarifaire du gouvernement? On savait déjà qu'il était percé car il prévoyait des hausses des tarifs du gaz ou de l'électricité jusqu'à 15% à partir de ce

mois-ci. Mais on apprend aussi, dans la lettre du bailleur, que la subvention de l'État sera versée d'abord au fournisseur (le chauffage urbain), qui ensuite la reversera aux clients. Quand est-ce que cela se fera? Mystère! En attendant, ce sont les familles des quartiers populaires qui font l'avance. Comment trouver les sommes supplémentaires, alors que nos salaires et nos pensions sont bloqués? À nous de nous débrouiller. Et quel contrôle aura-t-on sur les montants de remboursement affichés? Aucun.

Il va encore falloir se serrer la ceinture pour alimenter les bénéfices d'un

trust de l'énergie! Car le chauffage urbain est géré en délégation par une filiale d'Engie, qui a vu ses bénéfices atteindre des records pour l'année 2022.

De son côté, la municipalité de gauche se targue que le réseau de chauffage urbain soit « le plus vertueux de France ». Il utiliserait 80% d'énergie renouvelable. C'est peut-être vert mais, en attendant, nos comptes sont dans le rouge! Et ni la mairie ni le bailleur n'agissent. Les travailleurs n'ont rien à attendre d'eux, et ce nouvel exemple le confirme.

Une lectrice de Chambéry

Poids à la naissance

LA PETITE SOFIA LE PETIT KEVIN LE PETIT ARNAULT



	2,9	3,2	162
kg	KILOS	KILOS	MILLIARDS €

Bernard Arnault : Dynastie saison 3

L'homme le plus riche du monde, le capitaliste Bernard Arnault, qui possède le trust du luxe LVMH, vient de nommer sa fille aînée, Delphine, à la présidence de Dior, la société qui lui rapporte le plus de profits.

Quelques jours auparavant, il avait nommé son fils Antoine à la tête de la holding de contrôle de LVMH. Et ses trois autres enfants, dont le plus jeune a à peine 25 ans, occupent aussi des postes clés au sein de son groupe. Pour avoir ces emplois, ses rejetons n'ont même pas eu besoin de traverser la rue, peut-être même pas la chambre de leur maison! Le seul suspense est pour savoir lequel de ses cinq enfants Arnault, qui a presque 75 ans, va choisir pour lui succéder. Lui-même a d'ailleurs hérité d'une grosse entreprise du BTP de son père dans les années 1970.

Ces trusts familiaux sont loin d'être une exception.

Il y a les Mulliez dans la grande distribution, les Pinault dans le luxe, les Dassault dans l'aéronautique, les Peugeot dans l'automobile, les Bettencourt dans la cosmétique, etc.

Les médias au service des riches répètent du matin au soir que les capitalistes ont mérité leur fortune et qu'ils ont travaillé dur pour la gagner. Mais 80% des milliardaires sont des héritiers, des hommes et des femmes qui sont nés avec une petite cuiller en or dans la bouche et qui n'ont même pas eu à se baisser pour ramasser l'argent.

Avec ces retraités de naissance, on a les seuls vrais régimes spéciaux!

A. L.

Decathlon : à fond les profits



SL-GREGORY-JACOB

Les salariés de Decathlon étaient appelés à faire grève samedi 14 janvier : leur direction, qui a distribué 453 millions d'euros de dividendes aux actionnaires en juin dernier, refuse d'appliquer

l'augmentation du smic de 24 euros à l'ensemble des salaires, et non aux seuls salaires les plus bas.

La course au profit, c'est visiblement le sport préféré des patrons de Decathlon!

B. S.

Consommation : les voleurs volent en groupe

Pour la troisième fois en moins de douze mois, industriels et distributeurs sont engagés dans une partie de bras de fer pour décider des prix des produits de grande consommation, et donc des marges bénéficiaires qu'ils vont pouvoir se répartir.

Une chose est sûre : au vu de la note de plus en plus salée payée par les consommateurs, les magnats de

l'industrie et de la grande distribution se sucent.

Dans un reportage sur France 2, jeudi 12 janvier, sur les négociations en cours entre les deux camps, le téléspectateur était prévenu qu'il devrait faire face à des hausses de prix « d'une ampleur inédite », de 15 à 20 %. Le reportage oubliait de dire que les hausses à deux chiffres sont déjà une réalité depuis des mois.

Lors de la précédente négociation annuelle de mars 2022, distributeurs et industriels ont déjà entériné de telles hausses. En août dernier, on a pu constater par exemple 24 % d'augmentation sur un an sur les viandes, 18 % sur les pâtes, 10 % sur le café ou encore 11 % sur les œufs. Et tout a continué à augmenter depuis, faisant fondre le pouvoir d'achat des salaires, pensions et allocations

comme neige au soleil.

Derrière ces hausses, gros industriels et grandes enseignes alimentaires se livrent entre eux à une véritable bataille de chiffres. Cela se traduit de plus en plus souvent, dans les rayons des magasins, par des ruptures de produits. Ainsi, après plusieurs semaines de déréférencement fin 2022, Intermarché et Casino, liés par une centrale d'achat commune, ont réintégré les eaux du groupe Danone : Evian, Volvic, Badoit et La Salvetat.

En 2020, c'était Coca Cola qui avait retiré des rayons d'Intermarché ses bouteilles et canettes. Mais

ils sont tous d'accord pour faire supporter les hausses aux consommateurs, ou bien, comme on le voit de plus en plus souvent, pour réduire le volume ou le poids des produits.

Et le tout nouveau projet gouvernemental à l'ordre du jour du Parlement, sur la création de rayons identifiables avec vingt produits à prix cassés, n'illustre que le mépris des politiciens de la bourgeoisie pour les classes populaires et leur complicité avec les grands groupes capitalistes fauteurs de vie chère. C'est vraiment s'entendre comme larrons en foire.

Philippe Logier



Panier anti-inflation : le dernier gadget du gouvernement

Le gouvernement envisage de créer un panier anti-inflation composé d'une vingtaine de produits alimentaires et d'hygiène. Il s'agirait notamment de produits tels que pâtes, riz ou sucre, choisis parmi les moins chers et qui seraient vendus à « prix presque coûtant ».

Olivia Grégoire, ministre déléguée chargée des PME, du Commerce et de l'Artisanat, a cependant déclaré aussitôt qu'il fallait que la mesure soit « faisable et intéressante aussi bien pour les consommateurs que pour la grande distribution ». Cette sorte d'aumône aux pauvres devrait donc être intéressante pour les profiteurs

comme pour ceux sur lesquels ils prospèrent ! Cette déclaration signifie surtout qu'il n'est pas question pour le gouvernement de contraindre ces grands groupes capitalistes, ce qui ne surprendra aucun travailleur.

Les Carrefour, Leclerc, Auchan, Casino, Intermarché et Système U contrôlent les trois quarts

de la distribution. Cette position dominante leur permet d'accroître considérablement leurs profits en imposant leurs prix, et de manière plus générale leur loi. Mais, même s'ils acceptaient d'appliquer cette mesure, qui leur coûterait peut-être une goutte d'eau dans l'océan de leurs profits, en quoi cela freinerait-il la chute du pouvoir d'achat des classes populaires, quand tous les prix flambent, de l'alimentation à l'électricité ? Et pourquoi les travailleurs, qui produisent toutes les richesses, seraient-ils condamnés à se priver sur tout ?

Le gouvernement voudrait faire croire qu'il se préoccupe du sort des familles réduites à se priver même sur la nourriture. Il cherche ainsi à détourner l'attention de la question des salaires. Mais, pour ne pas subir les conséquences de l'augmentation des prix, ce sont bien eux qui doivent augmenter de plusieurs centaines d'euros et suivre l'augmentation des prix.

Aline Retesse

Livret A : A...spiration de l'épargne populaire

Le taux d'intérêt du livret A passera à 3 % le 1^{er} février, contre 2 % actuellement, mais à la place des 3,3 % initialement prévus. Le gouvernement continue à voler les classes populaires en faisant que le taux de ce livret soit largement inférieur à l'inflation.

Cette différence de 0,3 % peut sembler faible, mais sur un encours total de près de 500 milliards d'euros, cela représente 1,5 milliard d'euros d'économies aux dépens des épargnants. Et si on rapporte le taux du livret A à l'augmentation des prix, estimée à 6 % en ce moment, la différence est de 3 %. Pour une épargne de 1 500 euros, cela représente 45 euros perdus sur une année.

Le gouvernement Macron n'en est pas à sa première limitation des intérêts perçus par les détenteurs d'un livret A : il avait déjà modifié la formule du taux du livret en février 2020, de façon à le faire décrocher du taux officiel d'inflation.

S'il s'agit d'appauvrir les épargnants des classes populaires, leur épargne doit également rester une source de profits pour les banques. En effet, 40 % de l'encours total des livrets A sont mis à la disposition des banques, qui s'en servent pour prêter ou spéculer. Le gouvernement, en maintenant un taux bas, leur permet de peu payer pour l'utilisation de cette manne à profits. Le ministre de

l'Économie, Le Maire, le dit à sa manière lorsqu'il justifie son choix de limiter le taux à 3 %. Il parle d'assurer un « équilibre » entre rémunérer les épargnants et « protéger les emprunteurs et les investisseurs ». En fait d'équilibre, il s'agit d'un vol des épargnes ; et de protéger les investisseurs, autrement dit de leur faire des cadeaux.

De leur côté, les 60 % de l'encours qui ne vont pas aux banques reviennent à la Caisse des dépôts et consignations, qui en prête une partie aux organismes HLM à des taux préférentiels. Le livret A permet ainsi de financer en partie la construction de logements pour les classes populaires.

Enfin, la limitation de la hausse du taux s'explique aussi par la volonté explicite du gouvernement de rendre le livret A moins intéressant, afin que les travailleurs dépendent ou dirigent leurs économies vers les placements spéculatifs proposés par des fonds de pension et autres compagnies d'assurance. Une autre façon de leur faire des cadeaux.

Thomas Baumer



LCL : des salaires et des effectifs !

Mardi 17 janvier, les employés de LCL se sont rassemblés à plusieurs centaines, boulevard des Italiens à Paris et en banlieue à Villejuif pour exiger des augmentations de salaire et des effectifs. Plusieurs dizaines d'agences étaient fermées.

Pour 2023, la direction propose une prime de pouvoir d'achat avec un maximum de 1200 euros pour les plus bas salaires, mais pas d'augmentation générale. Et elle ose faire du chantage à la signature : si aucun syndicat ne signe, les mesures seront inférieures.

La direction considère que l'augmentation reçue en 2022 était une avance pour 2023. Mais s'il y a bien eu une augmentation l'an dernier, c'était la première depuis 2014, comprise entre 1200 et 900 euros brut selon les salaires. Avec le démarrage au 1^{er} juillet, cela n'a fait, au mieux, que 600 euros brut pour l'année. Cela ne permet pas de faire face aux augmentations des prix de 2022, sans parler de celles

de 2023. D'autant qu'en province comme en Île-de-France, la voiture est indispensable pour aller travailler. Et pour ceux qui sont en télétravail, l'indemnité est loin du compte.

À cela s'ajoute le manque d'effectifs. Dans les secteurs administratifs, les départs en retraite ne sont quasiment jamais remplacés. Dans les agences, de nombreux postes sont vacants. Chaque année, des centaines de démissions ont lieu à cause des mauvaises conditions de travail et des salaires insuffisants. Alors, quand la CGT, la CFDT et FO ont appelé à faire grève pour les salaires et les conditions de travail, l'écho a été immédiat. Certains n'avaient jamais fait grève et demandaient le mode

d'emploi, y compris au siège qui compte 85% de cadres.

Dans ses communiqués, la direction indique que les augmentations représentent un total de 62 millions pour un montant individuel moyen de 2700 euros. Cette annonce a choqué car personne ne voit où sont ces 2700 euros. Ce qui est sûr, c'est que LCL annonçait déjà 708 millions de bénéfices pour les neuf premiers mois de 2022, et ils pourraient atteindre le milliard pour l'année ! Pour calmer le mécontentement, elle a annoncé que l'intéressement et la participation seraient en hausse et représenteraient plus de deux mois de salaire. Alors elle a de quoi augmenter nos salaires.

La grève du 19 janvier contre la réforme des retraites est une occasion de continuer le combat pour les salaires, car les deux sont liés.

Correspondant LO

Pont-de-Claix et Jarrie : pollution à la dioxine

Une étude menée depuis 2012 vient d'être publiée, révélant des taux élevés de dioxine, une substance cancérigène, et autres produits toxiques dans les sols environnant les plateformes chimiques de Pont-de-Claix et de Jarrie, dans l'Isère, non loin de Grenoble.

Rien d'étonnant ! Depuis des dizaines d'années, ces usines (Rhône Poulenc puis Rhodia à Pont-de-Claix, Péchiney Ugine Kuhlmann puis Arkema à Jarrie) ont rejeté, en toute impunité, des produits chimiques empoisonnant les sols comme l'air. Les normes de sécurité ont certes évolué au fil des années, mais elles restent

totallement favorables à ces grands trusts. Par exemple, il n'existe pas en France de seuil réglementaire à respecter pour le taux de dioxine.

Les habitants de ces zones les plus proches des sites, soit entre 500 et 700 personnes selon la préfecture, ne doivent plus consommer les légumes de leurs jardins. Il faut éviter tout feu et, pour

les enfants, tout contact avec la terre, et garder « les ongles courts et brossés » !

Les dirigeants de ces entreprises très polluantes, protégées par les pouvoirs publics, font de beaux discours sur l'écologie, sur la nécessité de protéger la nature et la santé des habitants. Mais ce verbiage camoufle leurs objectifs de profit avant tout. Cette étude illustre bien le mépris dans lequel ils tiennent les populations victimes de leurs agissements.

Correspondant LO

RATP : ça ne fait pas le compte

Lors des négociations annuelles obligatoires, la direction de la RATP a annoncé 65 euros d'augmentation au début de l'année 2023 et 65 euros de plus à partir de juillet.

Compte tenu de l'augmentation des prix, comme l'exprimait un salarié de la Maintenance, « cela ne couvrira même pas les dépenses supplémentaires de nourriture ».

Depuis un an, les mobilisations pour les augmentations de salaire se succèdent dans plusieurs secteurs. Il y a tout juste un an, une journée de grève a été

exceptionnellement suivie en conduite et en station. Les conducteurs de bus ont mené plusieurs grèves contre le travail supplémentaire non payé imposé à l'approche de la privatisation. Et à partir du 18 octobre, dans la foulée de la grève des raffineurs, un mouvement pour 300 euros d'augmentation pour tous a commencé dans des ateliers

des RER et des métros. Il dure depuis plus de trois mois. À cela s'ajoutent les difficultés de recrutement de la direction dans certains secteurs, du fait du bas niveau des salaires.

Dans le contexte de la mobilisation contre la réforme des retraites, la direction tente de calmer le mécontentement, tout en cherchant à céder le moins possible. Cette petite augmentation ne suffira probablement pas à calmer la colère.

Correspondant LO

Caterpillar Grenoble/Échirolles : le coup de colère

Lundi 16 janvier, près de 300 ouvriers des deux usines Caterpillar de l'agglomération grenobloise ont débrayé.

Après une avance de 45 euros brut en juillet, largement effacée par la hausse des prix, la direction a proposé seulement 0,65% d'augmentation en 2023 ! Comme disent certains ouvriers, « ils nous crachent à la gueule ».

2022 a été une année record pour le groupe, qui a vu ses bénéfices augmenter de plus de 20%. Rien qu'au troisième trimestre, plus de 2 milliards de dollars ont été distribués aux actionnaires. Face à cette

insulte, les ouvriers étaient déterminés à réagir.

Le matin, une partie des travailleurs d'Échirolles se sont dirigés à pied vers le siège, situé à 3 kilomètres, pour rejoindre les grévistes de Grenoble. Tous étaient contents de se retrouver aussi nombreux, gardant en tête que le combat n'est pas fini. La manifestation du 19 contre l'attaque sur les retraites était également dans toutes les têtes.

Correspondant LO



Bolloré Logistics Rouen : incendie et mensonges

Lundi 16 janvier, en fin d'après-midi, un incendie a ravagé les entrepôts de Bolloré Logistics situés à Grand-Couronne, dans l'agglomération rouennaise.

8 000 batteries au lithium ont brûlé et le feu s'est répandu dans une entreprise voisine qui stockait 70 000 pneus. Un gigantesque panache de fumée s'en dégageait encore le lendemain.

Les travailleurs de l'entreprise ont été évacués en urgence, mais pas les riverains. Face à l'inquiétude des habitants, le préfet Durand a répondu que le nuage issu de la combustion de milliers de pneus et surtout de tonnes de lithium ne représentait

aucun danger. Le même préfet avait expliqué que le panache de l'incendie de l'usine Lubrizol en septembre 2019 n'était pas vraiment toxique. Quand on est habitué à mentir, cela devient un réflexe.

Quant à Bolloré Logistics, qui appartient au multimilliardaire du même nom, il apparaît que, pour lui, la sécurité des travailleurs et de la population passe après les profits.

Correspondant LO

Fouré Lagadec – Le Havre : un point pour les travailleurs !

L'entreprise métallurgique Fouré Lagadec est une institution dans l'agglomération havraise. Sur ses 1 200 salariés en France, 650 travaillent dans le département comme sous-traitants sur les sites de Total à Gonfreville, ExxonMobil à Port-Jérôme, Borealis à Grand-Quevilly et EDF à Paluel.

Les travailleurs font la maintenance ou la chaudronnerie, indispensables pour les multinationales du pétrole, de la chimie, ou du nucléaire. Comme le disait l'un des grévistes, c'est en fait « une accumulation de ras-le-bol » qui a conduit les anciens et les plus jeunes,

sur différents sites, à s'unir et à dire stop. Car le rachat de l'entreprise par le groupe SNEF, qui compte 13 000 employés dans la mécanique, les infrastructures, la maintenance, l'électronique, s'est rapidement traduit par une baisse des rémunérations que seuls quelques anciens

ont pu éviter. Les indemnités pour les déplacements, très nombreux compte tenu de l'activité du groupe, sont passées de 16,5 à 9 euros par jour. Les travailleurs ont aussi perdu des allocations familiales maison (moins 120 euros par exemple pour un père de trois enfants), des primes ou un bonus sur les heures supplémentaires, une prime de fin d'année. Alors, quand le groupe SNEF réalise un bénéfice de 25 millions pour 2022, c'est-à-dire 2 000 euros net volés à chacun des travailleurs, la

réaction des ouvriers, il ne l'a pas volée !

Début janvier, le patron annonçait 4 % d'augmentation générale et 2,5 % d'augmentation individuelle. Mais les « faveurs » à la tête du client ne passaient plus. Pour faire comprendre ce qu'ils voulaient, mercredi 11 janvier, les travailleurs ont mené des actions aux portes des entreprises où ils interviennent. En quelques heures de feux de palettes, l'ambiance se réchauffait et dès le lendemain ils obtenaient une

nouvelle répartition de l'enveloppe de négociations salariales : 5,5 % pour tous et 1 % pour les augmentations individuelles.

Autour du brasero fusait alors ce que les travailleurs avaient sur le cœur : « Le patron dit qu'il a un banquier au-dessus de sa tête, mais nous aussi on a un banquier sur le dos ! », et cette dénonciation sans appel : « Ici, c'est de l'esclavage moderne ; ils ont juste changé le fouet par la fiche de paye » !

Correspondant LO

Airbus Atlantic – Nantes : grève et débrayages

À Airbus Atlantic, sur le site de Nantes mais aussi ceux de Montoir et de Saint-Nazaire ville, la contestation continue contre les attaques de la direction qui, avec la fin des horaires variables, impose de travailler quinze minutes de plus par jour pour les équipes.

D'autres mauvais coups sont aussi programmés comme l'annualisation du temps de travail et une remise en cause des conditions pour poser des congés, bref tout ce qu'il faut pour alimenter la colère. Jeudi 12 janvier, 600 salariés en production ont donc débrayé sur les

trois sites à l'appel de la CGT et de la CFDT. À Nantes, le ton est monté d'un cran avec un vote pour décider, sur deux équipes comptant 260 grévistes, de se mettre en grève sur le tas pour l'équipe d'après-midi, au secteur du 320 particulièrement. Ce vote a aussi décidé la grève tous les

vendredis jusqu'à la signature d'un accord final sur l'ensemble du projet, prévu en février, accord que les syndicats majoritaires FO, CFTC et CFE-CGC s'apprêtent à signer.

Pour maintenir la pression, à Nantes mardi 17 janvier, un débrayage était prévu pour l'équipe du matin. Il a été moins suivi mais, dans les ateliers, certains disaient se réserver pour la grève du 19 sur les retraites qui s'annonçait très suivie, y compris chez les cadres. Le cortège Airbus derrière

la banderole CGT devrait aussi être fourni et animé. Le climat général ne peut que renforcer l'idée qu'il va

falloir s'y mettre vraiment pour faire reculer patronat et gouvernement !

Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal janvier 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe
 Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Ci-joint la somme de :
 Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
 Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
 Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

ExxonMobil: des années de mensonges et de profits

Une nouvelle enquête parue le 13 janvier, qui prolonge celle menée en 2015 par des journalistes d'*Inside Climate News* et du *Los Angeles Times*, prouve que la compagnie pétrolière ExxonMobil savait, dès les années 1970, que ses activités allaient contribuer au réchauffement climatique, et qu'elle n'a rien fait pour les modifier.

Des courbes réalisées dans les années suivantes montrent que les scientifiques d'Exxon prévoient même déjà une augmentation de la concentration de CO₂ et des températures tout à fait similaires à celle qui a été effectivement observée les quarante années suivantes. On peut lire, dans la synthèse d'un des rapports réalisés par des scientifiques d'Exxon, cette conclusion : « L'effet de serre pourra être l'un des problèmes environnementaux les plus importants des années 90. » ExxonMobil « ne savait pas juste vaguement

quelque chose à propos du changement climatique il y a des décennies », a souligné Geoffrey Supran, professeur à l'Université de Miami et membre de l'équipe d'historiens de Harvard qui a étudié ces dossiers. « Ils en savaient autant que les scientifiques indépendants et gouvernementaux, et vraisemblablement assez pour prendre des mesures et alerter le public », ajoute-t-il.

En 2019, des représentants d'Exxon ont même été auditionnés à Washington par la Chambre des représentants américaine. Edgar Garvey, l'un des ingénieurs



La raffinerie ExxonMobil, à Baton Rouge en Louisiane.

qui l'ont été et qui a travaillé plusieurs années pour Exxon, avouait : « Nous étions sûrs que les changements dus aux activités humaines avec le dioxyde de carbone auraient des conséquences importantes sur le climat. »

Les dirigeants du géant pétrolier savaient donc très bien que leurs activités, produisant entre autres du

dioxyde de carbone et du méthane, entraîneraient un réchauffement climatique catastrophique pour la planète. Non seulement ils ont poursuivi ces activités sans en tenir compte, non seulement les responsables du groupe n'ont pas rendu publiques ces études, mais ils ont nié publiquement la réalité du réchauffement climatique. L'ancien PDG d'ExxonMobil, Lee Raymond, déclarait en 2000 : « Nous n'avons pas une compréhension scientifique suffisante du changement climatique pour faire des prédictions raisonnables. » En 2013, le PDG de l'époque, Rex Tillerson, qui fut aussi le secrétaire d'État sous Donald Trump, affirmait qu'il existait des « incertitudes » autour des « principaux facteurs du changement climatique ».

Exxon a donc fait passer

ses profits avant tout le reste, malgré les dangers que ses activités faisaient courir à la planète, et les autres sociétés pétrolières ont fait de même. Total en a à coup sûr autant à son actif, car entre les profits à court terme que des capitalistes escomptent de leur activité et les dangers qu'elle fait courir à l'humanité et à la planète, ils ne peuvent choisir que les premiers. Les commissions d'enquête parlementaires, comme celle initiée par des membres du Congrès américain, les appels à l'intervention d'un ministère de la Justice ne pourront rien changer à cette irresponsabilité fondamentale des hommes qui dirigent l'économie. La seule chose à faire, pour leur retirer leur pouvoir de nuire à l'humanité, est d'exproprier ces groupes capitalistes.

Aline Retesse

Pakistan: de l'inondation à la désolation

Après les inondations meurtrières qui ont touché plusieurs régions du Pakistan l'été dernier, une conférence internationale des pays donateurs vient de se tenir à Genève.

Le bilan est lourd : les inondations ont fait plus de 1 700 morts et 33 millions de victimes, un tiers des terres ont été inondées et sur celles-ci une grande partie des infrastructures ont été détruites. Quelques mois plus tard, dans ce pays de 216 millions d'habitants, un cinquième des terres inondées le sont encore, un million d'habitations restent détruites, des milliers de kilomètres de routes ont disparu. Dans les villages inondés des régions de l'est du Balouchistan et du nord du Sind, des familles campent près de leurs maigres biens détruits. Leurs moyens de subsistance, bétail, terres, ayant disparu, la faim s'est installée. Les eaux stagnantes, les sources contaminées, ont favorisé le développement des maladies, le paludisme est en recrudescence. De nombreuses structures de santé ont été détruites ou bien sont inaccessibles faute de routes. Les réfugiés dans les camps de fortune installés à Karachi appréhendent l'hiver.

À la conférence onusienne de Genève, les

dirigeants pakistanais ont fourni des chiffres : 16,3 milliards de dollars (15 milliards d'euros) seraient nécessaires, dont le gouvernement d'Islamabad estime pouvoir financer seulement la moitié. Face à l'urgence vécue par tous ceux qui connaissent la pauvreté depuis bien avant la mousson catastrophique de cet été, les États les plus puissants représentés à Genève se sont empressés de ne rien faire d'autre que des promesses.

Parmi les neuf milliards de dollars promis pour la reconstruction et l'aide d'urgence figurent des dons de certains, des prêts d'autres, et même de menaçantes leçons de morale. C'est ainsi que la Banque mondiale a sorti son prêt d'un rappel des douloureuses réformes nécessaires selon elle, notamment la baisse des subventions aux produits de première nécessité pour la population, avec les conséquences prévisibles.

Macron quant à lui n'a pas été avare de discours, mais n'a promis pour la France que dix millions

d'euros d'aide d'urgence, et peut-être dix autres pour les diagnostics et les soins. Plus conséquentes seront les sommes allouées sous forme de projets de reconstruction, sans doute confiés à Vinci ou Bouygues.

Antonio Guterres, au nom de l'ONU, se dit lui-même choqué qu'un pays comme le Pakistan, qui ne génère qu'1 % des gaz à effet de serre responsables de la crise climatique, soit à ce point abandonné après la catastrophe de cet été, en particulier pour se réaménager en prévision des prochaines.

Mais les aides ne sont pas absentes. Elles sont seulement orientées ailleurs. Le premier fournisseur d'armement de l'armée pakistanaise, les États-Unis, vient encore de promettre 450 millions de dollars rien que pour la maintenance des F16 fournis auparavant. Rien ne dit qu'ils seront déduits des centaines de millions versés chaque année pour armer les généraux d'Islamabad, pour le plus grand profit des Lockheed Martin, Boeing, Northrop Grumman, Raytheon et General Dynamics.

Viviane Lafont

COP 28: triste farce

Les Émirats arabes unis (EAU) avaient déjà été le plus grand pourvoyeur de lobbyistes dans le cadre de la COP 27 qui s'est tenue à l'automne à Charm-el-Cheikh. Mais ils ont franchi une marche dans la provocation en nommant le président de la future COP 28, qui se tiendra à Dubaï.

Ce président chargé de veiller sur l'avenir de la planète ne sera autre que Sultan Ahmed al-Jaber, ministre émirati et PDG de l'Abu Dhabi National Oil Company, riche société d'État et l'un des plus importants conglomérats pétroliers au monde.

Il n'est probablement pas dans les projets du septième producteur mondial de pétrole en 2022 de

rompre avec les énergies fossiles qui enrichissent les puissantes familles émiraties et les milliardaires internationaux du pétrole. Mais, également ministre de l'Industrie et des Technologies, Sultan al-Jaber est à la tête de Masdar, une entreprise d'énergies renouvelables. Il se trouve donc bien placé pour négocier ce qu'il appelle « une sortie graduelle des hydrocarbures » et s'engager au nom des EAU à la neutralité carbone... en 2050.

Il se trouve surtout bien placé pour faire que, quels que soient les débats à la COP 28, les profits des compagnies sur lesquelles il veille soient assurés pour l'avenir. Quant à l'avenir de la planète....

V. L.